



Décision individuelle n°2022-0231 du 08/07/22  
portant autorisation spéciale en cœur du Parc national des  
Cévennes, pour travaux, constructions, installations, hors droit de  
l'urbanisme

**La directrice de l'établissement public du Parc national des Cévennes,**

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L.331-4-I,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006, et notamment son article 7.-II.5°,

Vu le décret n°2013-995 du 8 novembre 2013 portant approbation de la charte du Parc national des Cévennes, et notamment sa modalité 25 relative au campement sous tente, dans un véhicule ou dans un autre abri et au bivouac,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement,

Vu la demande du GP de Bellecoste, formulée par Monsieur Gilles PAULET, président du GP, reçue complète en date du 07/07/2022 pour la nature et la localisation des travaux ci-après visés,

Considérant que les travaux décrits dans la demande sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

Considérant l'axe 5 de la charte du Parc national des Cévennes *Favoriser l'agriculture*, et notamment sa mesure 5.1.5,

Considérant que les travaux décrits dans la demande, assortis des prescriptions détaillées ci-dessous, sont compatibles avec la préservation des paysages, des espèces et des milieux patrimoniaux du Parc national des Cévennes, et contribuent à consolider la transhumance sur les crêtes,

**ARRÊTE**

**Article 1 : pétitionnaire - objet**

1.1. Pétitionnaire :

**Le Groupement pastoral de Bellecoste, dont le siège est sis à**

**dont le représentant légal est M. Gilles PAULET, président**

1-2 Objet de l'autorisation :

- *nature des travaux* : installation d'une roulotte pour la période d'été de 2022
- *localisation des travaux* : Lozère / Commune de Pourcharesses, lieu-dit du Rocher de l'Aigle, dans la forêt domaniale du Mont Lozère / parcelle [ ] localisation en cœur du Parc.

La présente autorisation est accordée sous réserve que les travaux soient conformes au dossier technique joint à la demande et de respecter les prescriptions ci-dessous.

**Article 2 : prescriptions obligatoires**

2-1 - l'emplacement est conforme au plan fourni en annexe ;

2-2 - aucun aménagement en dur n'est réalisé (pas de terrassement ni fondation de quelque ordre que ce soit dans le terrain naturel) ;

2-3- la réglementation du Parc national interdit formellement la circulation automobile en dehors des pistes et l'allumage des feux, notamment en raison des risques incendie ;

2-4 : la présente autorisation doit être apposée de façon visible à proximité de la roulotte ;

2-5 : le pétitionnaire doit transmettre la présente décision aux personnes chargées de l'exécution des travaux afin qu'elles en prennent connaissance et le respectent. Tout exécutant est soumis aux obligations de la présente décision, et fait, en cas de non-respect de ses prescriptions, l'objet des mêmes sanctions que le pétitionnaire.

2-6 : le pétitionnaire annonce la date prévisionnelle d'installation de la roulotte au moins 7 jours à l'avance à Nadine BOULANT / [nadine.boulant@cevennes-parcnational.fr](mailto:nadine.boulant@cevennes-parcnational.fr) / téléphone au 06.81.60.25.99 ;

2-7 : en fin de saison pastorale 2022, la roulotte est déplacée hors zone cœur du parc national des Cévennes et aucune trace du campement ne doit subsister. L'ensemble des déchets et résidus est collecté et évacué vers les installations de traitement autorisées.

2-8 : Le chemin d'accès permettant de venir sur site depuis la piste des harkis devra être fermé à la circulation en fin d'estive.

2-9 : L'avaloir et l'exutoire au niveau de la buse plastique permettant de franchir le fossé devront être habillés à l'aide de rochers pris sur place.

### **Article 3 : période de validité de l'autorisation**

La présente décision est délivrée pour une période de 4 mois à compter de sa notification.

### **Article 4 : autres obligations et droit des tiers**

La présente décision individuelle ne dispense pas le pétitionnaire des autorisations nécessaires au titre des autres législations applicables au projet, notamment celle liée au droit de propriété.

### **Article 5 : sanctions pénales encourues**

Le non-respect des prescriptions applicables de la décision individuelle est constitutif d'une infraction et pourra être constatée par procès-verbal.

### **Article 6 : modalités de contrôles**

Les agents de l'établissement public du Parc national des Cévennes ainsi que tous les agents assermentés et compétents en la matière sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

### **Article 7 : publicité**

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Cévennes (cf. site : [www.cevennes-parcnational.fr](http://www.cevennes-parcnational.fr)).

Fait à Florac-Trois-Rivières, le 8 juillet 2022

La directrice de l'établissement public  
du Parc national des Cévennes



Anne LEGILE

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'établissement public du Parc national des Cévennes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de sa publication pour les tiers. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif de Nîmes.

Établissement public du Parc national des Cévennes  
Service Développement durable  
tél : 04 66 49 53 11 (secrétariat)

#### Diffusion :

- original :
  - EP PNC / SG
  - Pétitionnaire
- copies :
  - Commune de Pourcharesses
  - EP PNC / massif Mont Lozère
  - EP PNC / SDD (dossier n°2022-1974)



Parc national des Cévennes





Annexe cartographique de l'arrêté n° du  
portant autorisation spéciale en coeur de parc national des Cévennes  
Localisation de la roulotte servant de logement aux bergers

